

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 50 (1977)

Heft: 11

Artikel: Le bâtiment en France : les points noirs

Autor: Priouret, Roger

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-128027>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le bâtiment en France: **les points noirs**

«Quand le bâtiment va, tout va.» Or, le bâtiment ne va pas. Non pas qu'il connaisse la crise dramatique qui est aujourd'hui celle de la sidérurgie et de la machine-outil, et qui sera demain celle de la construction navale et peut-être celle de l'aéronautique.

Non. Après un point haut en 1973, le bâtiment est atteint d'une langueur à laquelle ni les professionnels ni les pouvoirs publics ne voient de remède avant plusieurs années, et dans les perspectives politiques actuelles.

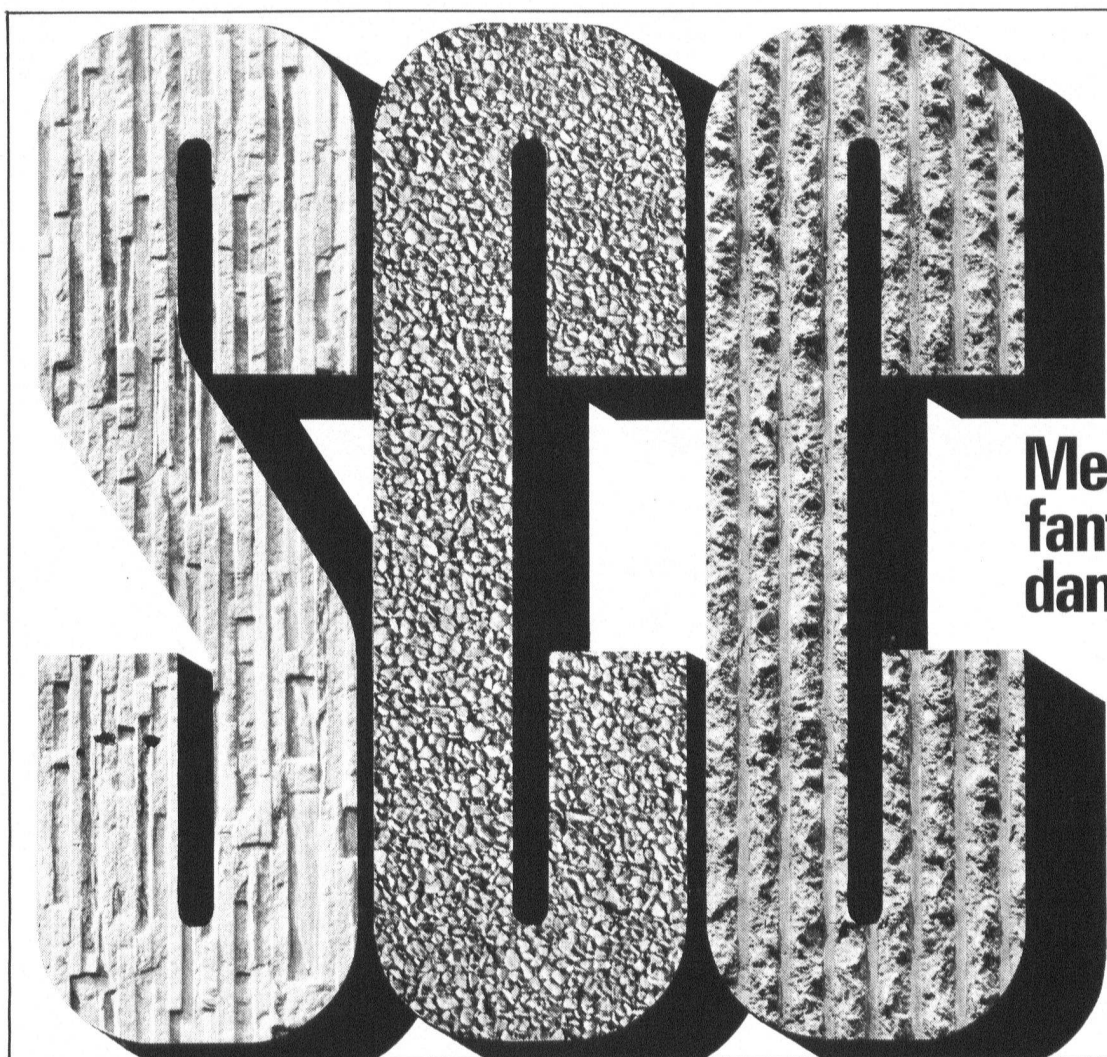
Deux chiffres seulement. L'indice d'activité de la profession, pour chacun des trois premiers mois du premier trimestre de 1977 par rapport à janvier-février-mars 1976, est en baisse de 2%. C'est la quatrième année. Les effectifs employés baissent légèrement moins: un peu plus de 1%, et toujours depuis 1973.

Pour comprendre l'importance de cette anémie persistante, il faut savoir que, même sans les travaux publics, dont nous ne parlons pas, mais qui sont aussi en difficulté, le bâtiment est, de loin, le premier employeur français. En salariés, d'abord: 1 300 000, dont 765 000 dans le gros œuvre (maçonnerie, charpente, couverture); 565 000 dans le second œuvre et la finition (180 000 dans la plomberie-chauffage, 130 000 dans la peinture, etc.). Mais le bâtiment compte, en outre, 130 000 artisans qui travaillent seuls, 100 000 qui ont entre 1 et 5 salariés, 25 000 petits entrepreneurs qui en emploient entre 6 et 50. Il y a encore, au-delà, 35 000 entreprises qui comptent plus de 51 personnes — la plus importante étant, non pas Bouygues, mais la Société auxiliaire d'entreprise.

Il faut ajouter que le bâtiment «tracte»

des pans entiers de secteurs qui se situent en amont: ciment, tuiles et briques, verre plat, peintures, tous les produits longs de la sidérurgie. Plus une partie importante des bois et une, plus faible, du textile, des plastiques, de l'électricité et de la mécanique. 400 000 salariés — ce qui fait en gros 2 millions de personnes concernées, soit 10% de la population active. En aval, et sans qu'on puisse le chiffrer, il y a l'équipement de la maison par ceux qui arrivent dans un appartement ou une maison neuve, et qui touche beaucoup d'industries et de corps de métier.

Pour situer la crise, il faut bien voir les quatre demandes qui font travailler le bâtiment: la construction de logements des personnes, en gros 40% seulement; l'entretien, la réparation, la rénovation du parc existant, 30%; les commandes des administrations, 15%; les



**Mettez de la
fantaisie
dans le béton!**

ÉCLÉPENS-ROCHE

usines, bureaux et commerces, 15%. La seule composante dynamique est la deuxième. C'est à la fois une nécessité d'améliorer ce qui a été mal construit ou qui est périmé, et la mode de rénover aussi bien le centre des villes que les maisons rurales. L'aide de l'Etat est d'ailleurs intervenue. Le parc français avait été abandonné entre les deux guerres et négligé après la seconde. On découvre aujourd'hui qu'il peut devenir confortable avec des frais un peu moindres que la construction du neuf. Encore faut-il souligner que ce ne sont pas les mêmes entreprises et les mêmes hommes peu spécialisés qui ont fait les grands ensembles qui peuvent rénover. Les matériaux sont identiques, mais l'outillage et la main-d'œuvre sont différents: la mécanisation et la déqualification qui avaient abaissé le prix du neuf sont inutilisables pour ce marché de transformation.

A l'opposé, la demande qui est durablement réduite est celle du secteur public. Non pas qu'il n'y ait beaucoup à faire pour un urbanisme vivable et l'environnement: mais, là encore, c'est un marché qui échappe à l'appareil industriel: il relève soit des travaux publics, soit de petits contrats. Avec le retour progressif à l'équilibre budgétaire, il n'y a d'ailleurs que peu de crédits. Mais l'essentiel des commandes publiques de ces vingt dernières années venait de

l'Education nationale et de la Santé publique. Aujourd'hui, il y a assez d'écoles, d'universités et d'hôpitaux. Ils ne posent, eux aussi, que des problèmes d'aménagement.

En baisse, peut-être provisoirement, les commandes du secteur économique. Encore ne faut-il pas dramatiser les conséquences de la récession. Il y a la chute des bureaux à Paris: 4800000 m² en 1973, 2500000 en 1976. Même baisse des usines en Ile-de-France. Mais l'aménagement du territoire, qui déplace les installations industrielles en province, compense en partie. Deux autres clients ont réduit leurs commandes: les banques, y compris le Crédit agricole, les hyper- et supermarchés pour cause de saturation et de loi Royer.

Reste la demande la plus importante: le logement. Il faut, ici encore, donner les chiffres, quelle que soit leur aridité.

C'est la chute des mises en chantier: 549300 en 1974, 516200 en 1975, 492040 en 1976. Le mouvement n'est pas uniforme: la chute, en région parisienne, est de 36%. Mais on enregistre un progrès de 20% dans les régions Poitou-Charentes et Languedoc-Roussillon. Ce qui continue à progresser, c'est les HLM en accession à la propriété et les constructions faites avec les prêts spéciaux immobiliers du Crédit foncier, consentis à des taux avanta-

geux aux familles qui n'ont pas des revenus trop élevés. Au contraire, les HLM en location et le secteur libre sont en forte baisse. L'évolution vers la maison individuelle est connue: 53% des logements achevés en 1976.

Dernière donnée chiffrée — la plus terrible: au cours des quatre années 1973-1976 incluse, la hausse moyenne des prix de revient ou des prix de vente est de 12,5% l'an. Et, sur l'insistance de M. Lionel Stoleru, l'industrie a promis, en avril 1976, d'augmenter les salaires de 20% en deux ans... On ne peut pas voir le problème du logement à travers la seule industrie du bâtiment. Cependant, l'examen du marché immobilier conduit à une double conclusion: nombre de Français sont encore mal logés, mais la demande solvable est, en raison de la hausse des prix, pratiquement saturée. Les HLM ne peuvent plus trouver de locataires en mesure de leur payer les sommes qu'exige une rentabilité calculée sans profit et avec des prêts à intérêt dérisoire.

Le système actuel est en bout de course. L'Aide personnalisée au logement permettra-t-elle l'ouverture? Ce n'est pas démontré.

Roger Priouret

Dans «L'Express»
du 30 mai 1977

Connaissez-vous déjà le panneau

Duripanel

à base de bois et de ciment?

Références en Suisse et à l'étranger
(Arabie séoudite, Iran, Irak, Koweït,
Vietnam, etc.)

Demandez de plus amples
renseignements à

Durisol

Durisol Villmergen S.A.,
2, chemin de la Joliette, 1006 Lausanne ☎ 021 2774 24/25